Collectif Rosa Bonheur, *La ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire*

Paris, Éd. Amsterdam, 2019

Anne Clerval

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cdg/5563>

DOI : 10.4000/cdg.5563

ISSN : 2107-7266

Éditeur

UMR 245 - CESSMA

Référence électronique

Anne Clerval, « Collectif Rosa Bonheur, *La ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire* », *Carnets de géographes* [En ligne], 14 | 2020, mis en ligne le 01 décembre 2020, consulté le 22 mai 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/cdg/5563> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdg.5563>

Ce document a été généré automatiquement le 22 mai 2021.

La revue *Carnets de géographes* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Collectif Rosa Bonheur, *La ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire*

Paris, Éd. Amsterdam, 2019

Anne Clerval

RÉFÉRENCE

Collectif Rosa Bonheur, *La ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire*, Paris, Éditions Amsterdam, 2019, 240 p.

- 1 Le collectif Rosa Bonheur propose une analyse de la ville par la sociologie du travail des classes populaires et offre ainsi un renouvellement majeur de la sociologie urbaine. Composé de sociologues du travail (Anne Bory et José-Angel Calderón) ou de l'urbain (Cécile Vignal), mais aussi de l'école (Juliette Verdière) et de la famille (Blandine Mortain) ainsi que d'un géographe urbaniste spécialiste des politiques urbaines, notamment de l'habitat (Yoan Miot), ce collectif de chercheuses et de chercheurs lillois a enquêté à Roubaix pendant cinq ans, en privilégiant les méthodes ethnographiques d'immersion sur le terrain. En étant présentes dans les quartiers populaires centraux de cette ancienne ville industrielle durant de longues périodes, ils et elles ont mené des enquêtes par observation et entretiens, toujours au moins à deux, sur deux terrains en particulier : la mécanique de rue, investie par les hommes, et les centres sociaux, où se retrouvent les femmes. L'approche est particulièrement originale : leur questionnement de départ est d'analyser ce que font les gens dont on dit qu'ils ne font rien, en partant de l'hypothèse que les classes populaires roubaisiennes se sont réorganisées pour subvenir à leurs besoins dans un contexte de désindustrialisation qui a plusieurs décennies à Roubaix. Leur travail offre une analyse renouvelée de la ville populaire, s'inspirant des travaux d'Henri Lefebvre, de la géographie marxiste de David

Harvey, du concept d'économie morale d'Edward P. Thompson, des arts de la résistance de James Scott, comme de la philosophie féministe de Nancy Fraser.

- 2 *La Ville vue d'en bas* s'articule autour de trois concepts-clés : le travail de subsistance, la centralité populaire et l'économie morale. Le travail de subsistance désigne l'ensemble des activités que déploient les classes populaires roubaisiennes pour survivre aux marges du marché de l'emploi : mécanique de rue, travail domestique, auto-réhabilitation de l'habitat, travail de papier pour accéder aux droits sociaux (toujours insuffisants malgré tout). Ces différentes formes de travail s'ancrent dans l'espace roubaisien, que ce soit la rue, les garages, les friches, le domicile des gens ou les centres sociaux. Elles mobilisent intensément cet espace urbain et contribuent à le transformer (tant en termes d'habitat, de paysage que d'usages quotidiens).
- 3 La centralité populaire désigne cet espace ressource qui permet le développement du travail de subsistance. L'espace est une ressource avant tout pour les liens sociaux et les logiques de solidarité qui s'y déploient, au sein des familles élargies (analysées au prisme du concept de maisonnée de Florence Weber), de communautés d'appartenance à géométrie variable (d'origine nationale, religieuse, de quartier, etc.) et avec les alliées de l'intérieur qui travaillent dans les institutions associatives ou publiques locales. Si l'ancrage local est fondamental pour le travail de subsistance et donc pour la survie quotidienne des classes populaires paupérisées, Roubaix fonctionne comme une centralité d'où se déploient des mobilités à l'échelle de l'agglomération, de la région, y compris transfrontalière, du pays, ou au niveau international à plus longue distance, en lien avec les pays d'origine (notamment l'Algérie).
- 4 Le concept d'économie morale permet d'analyser le fonctionnement social du travail de subsistance et de la centralité populaire comme fondamentalement différent de l'économie fordiste. Le travail et l'acquisition de biens ou de services s'inscrit dans un réseau d'interdépendances mutuelles, qui implique des contraintes et dans lequel la respectabilité est déterminante. Il faut être digne de confiance et la possibilité de travailler passe par la réputation de chacun. Le travail de subsistance implique également de nombreux échanges de biens et de services qui obligent les personnes en retour. Le fonctionnement de cette économie morale rompt donc avec les logiques de dépersonnalisation de l'économie fordiste. Alors même que le patronat local s'est reconverti et poursuit sa quête de profit dans une logique capitaliste, les classes populaires sont sorties de cette logique en étant exclues du marché du travail.
- 5 Bien que montrant l'autonomisation relative des classes populaires, le collectif Rosa Bonheur ne se perd pas dans une représentation irénique des classes populaires et analyse comment elles sont traversées par des rapports de domination de genre, ethnoraciale et des concurrences et hiérarchies internes. Le travail de subsistance assure la survie des classes populaires au quotidien, mais ne leur permet pas de sortir collectivement de la pauvreté dans laquelle les ont plongées les mutations du système productif. Et l'autonomisation des classes populaires ne s'inscrit pas ici dans une perspective politique d'émancipation.
- 6 De ce livre, on peut aussi saluer l'écriture, particulièrement réussie : l'alternance des portraits des nombreuses personnes rencontrées, parfois membres d'une même famille, et de l'analyse scientifique – elle-même toujours efficace grâce à une écriture sans délaiage inutile – rythme l'ouvrage et maintient en haleine la curiosité intellectuelle de la lectrice ou du lecteur.

- 7 Outre la finesse de l'analyse d'un riche matériau ethnographique sur les classes populaires roubaisiennes et leur rapport à l'espace, *La Ville vue d'en bas* propose un décentrement du regard très convaincant : en partant du point de vue des classes populaires, il est possible de voir des travailleurs et travailleuses (qui travaillent beaucoup) et non des oisifs, une centralité populaire et non un ghetto, une économie morale et non une économie informelle délictueuse. En outre, en parlant de classes populaires et non d'immigrées pour désigner des habitant·es qui sont, pour beaucoup, musulman·es et d'origine maghrébine, le livre oblige le lecteur à un décentrement du regard, à voir la classe sociale derrière les signes qui enferment les populations racisées. Cela ne veut pas dire, inversement, que le racisme qu'elles subissent est passé sous silence. Il fait partie des contraintes qui pèsent sur les classes populaires roubaisiennes et informe aussi les rapports de domination entre elles et la classe d'encadrement locale.
- 8 C'est à l'appui de cette recherche majeure que le collectif Rosa Bonheur propose une analyse critique des politiques publiques locales menées *contre* les habitants des classes populaires, pourtant majoritaires. Il montre que la centralité populaire est un impensé des acteurs publics locaux, qu'elle est ignorée ou réprimée. Cela rejoint les conclusions de l'ouvrage *Mobilités résidentielles* auquel avait participé certains membres du collectif (Fol, Miot, Vignal, 2014). Les politiques d'attractivité résidentielle des classes moyennes, l'interdiction de la mécanique de rue ou l'encadrement du travail de subsistance dans les centres sociaux témoignent du fait que les pouvoirs publics n'envisagent les classes populaires qu'en termes de contrôle ou de répression. Cela vaut aussi pour les politiques de renouvellement urbain. Concrètement, ces différentes politiques compliquent l'existence déjà fortement contrainte des classes populaires locales et sont en rupture avec le socialisme municipal expérimenté auparavant à Roubaix, qui visait l'amélioration de la condition ouvrière.
- 9 Le concept d'économie morale permet aussi de comprendre le rapport au politique des classes populaires : celles-ci attendant des autorités des politiques à même de soutenir les plus faibles et d'assurer un semblant de justice, et comme les pouvoirs publics mènent des politiques inverses, les classes populaires se désinvestissent du champ politique et, notamment, de la participation aux élections.

BIBLIOGRAPHIE

FOL S., MIOT Y., VIGNAL C. (2014), *Mobilités résidentielles, territoires et politiques publiques*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 255 p.

AUTEURS

ANNE CLERVAL

Maîtresse de Conférences, UGE, laboratoire ACP (Analyse Comparée des Pouvoirs)

anne-clerval[@]univ-paris-est.fr